



HAL
open science

EELV : une instance d'écologisation de l'engagement et de semi-professionnalisation politique ?

Vanessa Jérôme

► **To cite this version:**

Vanessa Jérôme. EELV : une instance d'écologisation de l'engagement et de semi-professionnalisation politique ?. Penser l'écologie politique, 2015, Paris, France. halshs-02311260

HAL Id: halshs-02311260

<https://shs.hal.science/halshs-02311260>

Submitted on 10 Oct 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

**Colloque « Penser l'écologie politique »
15 et 16 juin 2015**

Atelier 3 : « Les partis verts sont-ils utiles ? »

*

Vanessa Jérôme

Post-doctorante LabEx TEPSIS EHESS/CESSP

Auteure de la thèse « Militants de l'autrement. Sociologie politique de l'engagement et des carrières militantes chez Les Verts et Europe écologie-Les Verts », Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 2014.

vanessa0jerome@gmail.com - Tél : 06 12 70 76 64

*

EELV : une instance d'écologisation de l'engagement et de semi-professionnalisation politique ?

Poser, dans le contexte actuel de « démobilitation politique »¹, la question de l'utilité des partis, n'est pas anodin. Utiles à quoi ? Utiles à qui ? Cette question de l'utilité fait même écho à cette sorte de sens commun, que bien des acteurs du monde économique ou médiatique contribuent à entretenir, lequel prétend, justement, que les partis politiques, de manière générale, ne servent à rien ! Inutiles pour améliorer le quotidien, inutiles pour résoudre les grands conflits qui structurent le monde depuis au moins la fin de la Seconde Guerre mondiale, inutiles pour faire advenir un monde meilleur, les partis seraient le symptôme d'une société en déliquescence, dans laquelle seuls ceux qui ont justement appris à se servir d'eux s'en sortent mieux. Normative, peut-être même démagogique voire cynique, cette manière d'envisager la réflexion ne concerne pas le politiste, ou plutôt, le concerne autrement. De son point de vue, les partis politiques contribuent, plus ou moins et différemment en fonction des époques, à faire vivre la démocratie. Et par cela il faut entendre qu'ils contribuent non seulement aux débats qui structurent les choix de société, mais également, et peut-être surtout, qu'ils sont, tout à la fois, des instances de politisation², de (re)façonnage des croyances et des pratiques, de sélection et de formation du personnel politique.

Le parti vert français, auquel nous cantonnerons cette communication, n'échappe pas à la règle. Bien qu'il se donne à voir comme une organisation cacophonique, à la fois inconsistante et difficile à comprendre, rythmée par d'incessants conflits et d'éternelles divisions internes, dont les orientations et les stratégies politiques sont tout aussi multiples que changeantes, le parti vert n'en est pas moins une véritable instance de socialisation partisane et de professionnalisation politique. La longue enquête que nous avons conduite dans le cadre de notre thèse³ (douze ans d'immersion, quatre ans d'enquête formelle), et à partir de laquelle nous composons ce texte, nous a, en effet, permis d'en attester. Décrivant le parcours d'intégration des militants au parti et définissant les multiples rites institutionnels qui jalonnent les débuts de leur carrière militante, nous avons montré comment l'institution partisane, par l'intermédiaire du groupe local, (re)façonne les croyances, les pratiques et les savoir-faire des militants. Nous avons ainsi expliqué de quelle(s) manière(s), soutenu par l'acquisition progressive des « fondamentaux » de l'idéologie verte, le processus ascétique de (re)fabrication de soi qui caractérise les premiers moments après l'entrée au parti des plus disposés à y militer avec « bonheur », trouve son aboutissement dans la constitution d'un habitus⁴ partisan caractéristique. Structuré sur le mode

1 Définie à partir des constats d'intermittence des votes, de non-inscription ou de mal inscription sur les listes électorales et de baisse du nombre de militants au sein des partis politiques. D'après Frédérique MATONTI, (dir.), *La démobilitation politique*, Paris, La Dispute, 2005, p. 16.

2 Entendue à la fois au sens de Annick PERCHERON, *La socialisation politique*, textes réunis et présentés par Nonna MAYER et Anne MUXEL, Paris, Armand Colin, 1993 et de Jacques LAGROYE, *La politisation*, Paris, Belin, 2003.

3 Vanessa Jérôme, *Militants de l'autrement. Sociologie politique de l'engagement et des carrières militantes chez Les Verts et Europe écologie-Les Verts*, Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 2014.

4 Les définitions de l'habitus sont à la fois multiples et éparses, tant dans l'œuvre de Pierre Bourdieu que dans les commentaires qu'elle a pu susciter. Nous nous appuyons ici essentiellement sur la lecture croisée de Pierre BOURDIEU, *La distinction. Critique sociale du jugement*, Paris Minitext, 1979 ; *Le sens pratique*, Paris, Minitext, 1980 ; *Raisons pratiques*, Paris, Seuil, 1994 ; *Méditations pascaliennes*, Paris, Le Seuil, 1997 ; et avec Loïc WACQUANT, *Réponses. Pour une anthropologie réflexive*, Paris, Le Seuil, 1992 ; Bernard LAHIRE, (dir.), *Le travail sociologique de Pierre Bourdieu*, Paris, La Découverte, (1999), 2001 ; Gisèle SAPIRO, « Une liberté contrainte. La formation de la théorie de l'habitus » et Rémi

minoritaire, ce dernier participe, nous le développerons ici, de leur certitude d'appartenir à l'avant-garde politique et sociale (I). D'autre part, reconstruisant les étapes d'apprentissage du métier politique et les mécanismes de sélection du personnel politique vert, nous avons pu repérer les points de passage obligés de ce processus, et tracer, à partir d'eux, les profils de semi-professionnels de la politique qui caractérisent si bien les élus verts. C'est à partir des particularités de cette professionnalisation inaboutie que nous interrogerons ici, dans un deuxième temps, l'apport des Verts à l'action publique (II).

*

I/ Un parti à l'avant-garde sociale et politique ?

Nous avons analysé, dans notre thèse, l'ensemble des logiques sociales, biographiques et partisans qui structurent, sur le temps long, l'engagement et les carrières partisans et électives des militants verts. Retraçant leurs trajectoires sociales depuis la création du parti en 1984, nous avons découvert la présence prépondérante d'(ex)-catholiques et de plusieurs générations distinctes de soixante-huitards. En ascension sociale et souvent politisés très tôt, ceux que nous avons qualifié d'« altruistes », de « spécialistes » ou « insoumis » en fonction de leur trajectoire, forment un collectif toujours renouvelé — à quantité constante — de militants intéressés par l'élaboration d'une offre politique autonome et par la compétition électorale. Observant qu'ils n'étaient pas exclusivement préoccupés par les enjeux environnementaux, et qu'ils parvenaient en militant chez Les Verts à acquérir ou à reconvertir un ensemble de capitaux, nous avons pu saisir la part strictement politique du projet partisan vert. « L'unité dans la diversité » qui caractérise ce collectif, tient ainsi, nous l'avons également montré, au caractère différencié mais convergent de leurs socialisations. Les disposant à l'ascèse et à l'empathie avec les minorités actives, elles leur permettent en effet de prétendre à se distinguer dans l'espace des (prises de) positions politiques en incarnant un idéal de « politique autrement ».

Tenant compte des interactions et des situations qui permettent l'engagement, nous avons également insisté, sur le poids des réseaux de sociabilité dans l'engagement au parti vert. Une monographie de groupe local nous a ainsi permis de découvrir que les entrants forment souvent, préalablement à leur adhésion au parti, une communauté de représentations et de pratiques. On a pu, à cette occasion, mesurer la prégnance des réseaux catholiques et personnalistes, et l'incitation à l'engagement que représentent certains modes de vie spécifiques (habitat communautaire, écoles à pédagogies alternatives, alimentation biologique et de saison, modes de consommation sobres en énergies, intérêts pour les activités artistiques et sportives...) ainsi que la participation à la vie associative locale. On a également insisté sur le fait que, si l'adhésion au parti se justifie dans un premier temps par la volonté de bénéficier des avantages que confère une étiquette nationale dans la compétition électorale locale, elle conduit les militants à s'impliquer rapidement dans le fonctionnement interne du parti et à en recruter d'autres qui, proximité sociale oblige, acceptent également de participer au développement d'une offre électorale avec laquelle ils sont en accord.

Soutenus par ces communautés préexistantes que l'adhésion aux Verts permet généralement de prolonger et d'enrichir, ou intégrant des groupes locaux de manière plus individualisée (adhérant généralement à partir du site web national du parti), les entrants s'engagent dans un processus d'écologisation de leurs croyances et de leurs pratiques. Combinant perspectives interactionnistes et institutionnelles, nous avons montré que « natifs » et « convertis » se distinguent tout au long du processus de socialisation partisane et d'idéologisation, selon leurs dispositions pour les apprentissages difficiles et leur degré d'appétence pour les activités politiques. Inégalement soutenus par leurs pairs verts pour affronter la dureté relative des rites qui structurent leurs parcours d'intégration au parti - solitude, silences, insultes et violence symbolique structurent en effet les premiers pas des entrants, particulièrement exposés en raison de l'image sociale du parti - ils résistent plus ou moins longtemps au caractère très sélectif de la socialisation partisane verte. Les plus disposés d'entre eux, sachant à la fois intégrer les prescriptions partisans et jouer des appropriations plurielles que le cadrage partisan autorise sur le fond, trouvent ainsi les conditions de leur « bonheur » partisan. Leur félicité témoigne dès lors de la (re)structuration de leur habitus sur le mode « vert ». Rendus capables d'être fiers d'appartenir à cette communauté politique relativement stigmatisée, les militants se « réinventent » sur le mode « minoritaire » et assument tout autant leur appartenance aux Verts que les pratiques distinctives qu'elle implique, dans l'espace public comme dans leur vie privée.

Ni religion, ni morale, ni don de soi, pas plus que stratégie consciente de professionnalisation, le militantisme vert est, de notre point de vue, une réinvention de soi en contexte partisan. Il refaçonne, au gré d'un

LENOIR, « Espace social et classes sociales » in Louis PINTO, Gisèle SAPIRO et Patrick CHAMPAGNE, (dir.), *Pierre Bourdieu sociologue*, Paris, Fayard, 2004, (pp. 49-92 ; pp. 133-160).

processus de socialisation partisane particulièrement sélectif, croyances et pratiques. Seuls ceux dont les dispositions sont les plus ajustées à l'institution verte résistent de ce fait à la dureté relative des apprentissages qui les font, finalement, « devenir vert ». Jouant de l'insulte et retournant le stigmate, ils se constituent en avant-garde sociale et politique, veillant à toujours conserver une longueur d'avance dans l'écologisation de leurs pratiques et de leurs prises de positions, afin de bénéficier pleinement des rétributions symboliques que cette position confère à celles et ceux qui peuvent en assumer les coûts. Structuré sur le mode minoritaire, l'habitus partisan vert leur permet ainsi d'entrer avec fierté en politique, porteurs d'un idéal de « politique autrement » qu'ils s'efforcent, l'interprétant de diverses manières, de faire fructifier dans l'espace des (prises de) positions politiques.

II/ Une participation contrainte à l'action publique ?

Pour comprendre les conditions de possibilité de leur carrière électorale, qui sont, à l'image des rites de passage franchis lors de la socialisation partisane première, autant de conditions de maintien de l'engagement, nous avons analysé les différentes étapes qui conduisent les élus verts à la professionnalisation, de leur investiture à leur réélection, en passant par la conduite des campagnes électorales. Ces étapes sont au principe de l'apprentissage du métier politique et des savoirs et savoir-faire qu'il implique, et qui ne correspondent pas tous, loin s'en faut, à l'image que les militants se font, en entrant chez Les Verts, de la « politique autrement ».

Choissant de présenter le processus de professionnalisation politique en décrivant les éliminations successives auquel il donne lieu, nous avons pu décrire dans notre thèse les principes complexes de la sélection partisane et souligner les moments charnières qui jalonnent le parcours des militants vers l'élection. Encadrés par les prescriptions partisanes tout au long de leur socialisation au métier politique, les militants verts se familiarisent avec les pratiques les plus communément réputées pour être « politiques ». S'impliquant auprès des élus de leur groupe local, dans une commission de travail thématique, et/ou dans un courant, ou encore en exerçant officiellement - même momentanément - la fonction de collaborateur d'élu(s), ils apprennent à composer avec les règles qui régissent le champ politique et que, « minoritaires dans les majorités » ou siégeant dans les oppositions, ils ne peuvent pas transformer. Inégalement accueillants et prometteurs, ces espaces d'investissement militant confrontent, par ailleurs, les adhérents, à d'autres sortes de rudesses : celles de l'apprentissage de la compétition partisane pour l'investiture, et au-delà, de la compétition électorale.

Dotés des connaissances et des compétences que le parti leur a permis d'acquérir ou de compléter, les plus disposés à composer avec ces rudesses entrent dans la carrière politique, généralement par l'expertise sectorielle. L'exemple des politiques publiques d'économie sociale et solidaire, que nous avons détaillé dans l'un des chapitres de notre thèse, laisse entrevoir les avantages mais également les coûts que représente ce type d'entrée dans le champ politique. En effet, si elles permettent aux élus verts de participer — avec plus ou moins de facilité — à l'institutionnalisation d'acteurs économiques et sociaux avec lesquels ils partagent, nous l'avons souligné⁵, des homologues de positions et de stratégies, elles les cantonnent rapidement dans des « niches » politiques et institutionnelles qui ne leur ouvrent guère de possibilité d'ascension dans la carrière électorale.

Pour ceux pour qui le passage vers les institutions politiques se solde malgré par un succès, s'ouvrent trois types de trajectoires : mandat unique — puis retour au militantisme « de base » —, mandats successifs avec ascension symbolique dans les échelons électifs, ou mandats successifs de niveau équivalent, avec, dans quelques rares cas, constitution d'un « fief ». Les manières d'endosser le rôle⁶ d'élu et d'exercer son mandat sont, dans l'orientation de ces trajectoires, structurantes. Il y a en effet une pluralité de manières d'être vert dans les institutions et de jouer de la position de « minoritaire dans la majorité » à laquelle dispose tout particulièrement l'appartenance à ce parti. C'est dans ce cadre que les décomplexés du cumul de mandat (dans l'espace et/ou dans le temps) se font réélire et se professionnalisent. Quelques-uns parviennent même à gravir les échelons électifs ou à s'implanter durablement sur un territoire. Mais n'accédant que rarement à des postes de gouvernement — Les Verts n'ont obtenu, depuis leur création, qu'un secrétaire d'État et quatre ministres (dont trois de plein exercice) —, ils n'effectuent que de courtes incursions dans les plus hautes fonctions. Ils ne peuvent, de ce fait, contribuer que modestement à l'orientation des politiques publiques nationales.

5 Nous nous permettons ici de renvoyer à Vanessa JÉROME « La politisation de l'économie solidaire par Les Verts : une rencontre des 'autrement' », *Mouvements* n°79, 2014/3, pp. 148-154.

6 Défini ici comme « l'ensemble des comportements qui sont liés à la position qu'on occupe et qui permettent de faire exister cette position, de la consolider et, surtout, de la rendre sensible aux autres », d'après « On ne subit pas son rôle. Entretien avec Jacques Lagroye », *Politix*, vol.10, n°38, 1997, pp. 7-17.

C'est donc dans une sorte de d'« écologisme municipal »⁷ et régional qu'ils expriment leur « être vert » et tentent de réorienter l'action publique dans un sens qui convienne plus largement à leurs ambitions programmatiques.

Outsiders mais pas amateurs, les élus verts bricolent avec les exigences de leur(s) rôle(s) dans les institutions et se composent de multiples « identités stratégiques »⁸ à même de servir leur inscription dans le champ politique. Irrégulières, incertaines, rapides mais souvent courtes, leurs carrières électives s'inscrivent ainsi dans l'espace coûteux de la semi-professionnalisation politique.

*

La récente transformation des Verts en EELV et la progressive présidentialisation interne du parti, que nous avons également décrites dans notre thèse, sont peut-être à penser au regard de ce dernier constat. En effet, l'évolution du parti vert est bien la preuve qu'un parti politique est toujours « le lieu d'une lutte entre ceux que leurs dispositions et leurs intérêts [...] portent à défendre les traits distinctifs de l'institution [...] et ceux que leurs dispositions et leurs intérêts spécifiques inclinent au contraire à rechercher l'élargissement maximum de la clientèle »⁹, elle est également la preuve de l'insistance, et parfois de l'impatience, commune aux militants à savoir/pouvoir gouverner. On aurait tort, pourtant, de les penser nouvelles. Les militants verts ne sont en effet pas de plus en plus intéressés par le pouvoir, mais l'ont toujours été. Ils sont, en revanche, de plus en plus préparés à l'exercer, et disposés à l'assumer publiquement¹⁰, preuve que la socialisation (in)formelle au métier politique porte ses fruits et que le mode de recrutement des militants — et non leur profil socio-biographique — évolue. EELV, procédant à des « castings » de personnalités médiatisées, rompt, en effet, avec le « laisser adhérer » des Verts. Si cette méthode ne contrarie pas — pour l'instant ? — les logiques socio-biographiques de l'engagement, elle rompt en partie avec les types de légitimité qui prévalaient chez Les Verts. L'éthique, la compétence et la participation aux luttes de terrain restent structurantes. Mais elles sont désormais pesées au regard du capital médiatique des candidats, et de leur capacité à rendre désirables les évolutions qu'implique la « transformation écologique de la société ». Dans ce cadre, le dyptique idéologique vert, qui allie transformation des modes de gestion des affaires publiques et pratiques individuelles distinctives est nécessairement réinterprété. L'attachement des EELV à ces dernières — dont on a, ailleurs, montré qu'elles s'amenuisent au fur et à mesure que les militants se professionnalisent — et à leur valorisation dans l'espace politique, sera ainsi, structurant. On peut en effet supposer que si cet attachement disparaissait, les EELV perdraient le fondement pratique qui légitime leur position d'avant-garde politique et sociale, et avec lui, les bénéfices qu'ils tirent de cette position dans la compétition électorale et dans les institutions dans lesquelles ils siègent.

7 En référence au « socialisme municipal » décrit dans Rémi LEFEBVRE, « Le socialisme français et la 'classe ouvrière'. De la SFIO de 1965 au PS de 2006 », *Revue française de science politique*, vol.54, n°2, 2004, pp. 237-260. Voir pour le cas des Verts Vanessa JÉROME, « Écologie municipale et politiques publiques d'économie sociale et solidaire : la difficile professionnalisation des élus verts », communication à la journée d'étude du Comité d'Histoire Parlementaire et Politique, Paris, 30 janvier 2009.

8 Annie COLLOVALD, « Identités stratégiques », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol.73, n°73, 1988, pp. 29-40.

9 Pierre BOURDIEU, « Question de politique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol.16, n°16, 1977, pp. 55-89, p. 89 pour cette citation.

10 Le départ du gouvernement de Cécile Duflot et de Pascal Canfin, ne contredit pas, comme on pourrait peut-être le penser, cette affirmation. Sans juger cette décision sur le fond, il faut en effet comprendre qu'elle consistait, pour eux, à ne pas obérer, en participant à un exécutif qu'ils considéraient comme illégitime et impopulaire, leurs futures chances de gouverner.